COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

Samedi 27 décembre 1980 | N° 97 | PRIX : Antilles : 2 F, France : 3 F

Editorial

CONTRE LA VENUE DE GISCARD

MEETINGS ET MANIFESTATIONS

À POINTE-À-PITRE,

AU LAMEN TIN,

À FORT-DE-FRANCE.

La visite de Giscard d'Estaing a commencé mardi soir à Fort-de-France. Il est arrivé, lui et sa famille, pour passer Noël parmi « les compatriotes des départements d'outre-mer et leur amener l'affectueuse solidarité de la mère-patrie ».

Les populations de Guadeloupe et de Martinique n'en demandaient pas tant...

Jusqu'au dernier moment, le minimum de précisions a filtré sur ce déplacement présidentiel. Bien malin était celui qui savait de manière certaine si Giscard irait d'abord en Martinique ou en Guadeloupe, combien de jours il resterait. Le prétexte à ces discrétions était évidemment le caractère privé de cette visite. Mais alors pourquoi ce déplacement a-t-il motivé l'arrivée massive de forces de l'ordre?
Pourquoi une partie importante de ces forces de l'ordre, armée comprise, sont-elles consignées durant le séjour présidentiel? C'est bien que le voyage de Giscard n'est pas si privé que le pouvoir veut le dire.

Giscard est bien le premier représentant de l'Etat de la bourgeoisie capitaliste française. C'est lui qui est le représentant de l'aspect le plus réactionnaire de cette bourgeoisie en Guadeloupe et en Martinique, en Guyane : le colonialisme, la subordination totale de nos populations à la bourgeoisie française.

C'est cela que ressentent de plus en plus profondément les grandes masses de jeunes, de travailleurs, en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane.

Des manifestations ont été prévues contre la venue de Giscard, en Guadeloupe et en Martinique. Un meeting du Comité Guadeloupéen de lutte contre la répression s'est déroulé mardi soir au Hall des Sports, au moment même où Giscard arrivait en Martinique. Un rassemblement est prévu au Lamentin (Guadeloupe) le dimanche 28, à l'initiative de l'UPLG et des organisations de la même tendance. En Martinique, le Parti Communiste Martiniquais, le Groupe Révolution Socialiste et Combat Ouvrier, appellent à une manifestation à Fort-de-France le samedi 27 décembre.

C'est bien le signe que de moins en moins de gens, de travailleurs, se font d'illusions sur la prétendue évolution de le « départementalisation économique » que vient vérifier Giscard. Ils savent que cette départementalisation est tellement « économique », que c'est une départementalisation « à bon marché », faite de saupoudrages de plus en plus légers et qui ne résolvent absolument rien. Une départementalisation qui charrie derrière elle injustices, racisme, répression, misère pour un grand nombre.

Mais le vent tourne et le mécontentement des travailleurs, des jeunes, des exploités gronde. C'est sans doute pour ces raisons que Giscard a amené dans ses bagages des centaines de CRS, gardes mobiles et autres légionnaires, toute privée qu'était sa visite.

« COMBAT OUVRIER » INQUIÉTÉ PAR LA JUSTICE

Gérard BEAUJOUR

Notre camarade Gérard Beaujour vient d'être convoqué chez le juge d'instruction en Martinique, en tant que directeur de publication de « *Combat ouvrier* ».

Il est poursuivi pour « *apologie de crimes, meurtres et pillage* », *à cause d'un article écrit dans le n° 85 de Combat ouvrier : « les limites du terrorrisme individuel »*.

Voilà donc la troisième inculpation dont sont victimes nos camarades en moins de cinq mois, après l'inculpation de Gérard Beaujour une première fois pour « *occupation illégale de locaux administratifs* », celle de Max Celeste pour « *incitation à la haine, à la violence et à la discrimination* ».

Ce n'est pas un hasard si cette forme de répression judiciaire donc, frappe nos camarades précisément en cette période.

L'administration coloniale a depuis près de deux ans fait face à une montée croissante du mécontentement. Et ce mécontentement s'exprime en grande partie contre la présence coloniale française dans ce pays, contre le pouvoir oppresseur des Blancs sur les Noirs. L'apparition d'un groupe terroriste qui entend lutter contre cela suscite sinon l'enthousiasme, tout au moins l'approbation tacite d'une grande partie de la population. Cela gêne l'administration coloniale. Le calme nécessaire à la bonne marche des affaires coloniales n'existe plus...

Les organisations et journaux révolutionnaires et anti-colonialistes qui, comme *Combat ouvrier*, dénoncent les manifestations du racisme officiel du pouvoir, ou qui sont appelées à le dénoncer, sont inquiétés et le seront certainement de plus en plus.

Cette forme de répression —les inculpations, procès— a pour but d'affaiblir financièrement les organes de presse anti-colonialistes, de démoraliser les militants en les traînant régulièrement devant les tribunaux.

Mais cela n'est pas nouveau : dans le passé, les militants communistes groupés autour du journal *l'Etincelle, le Progrès social* ont subi maintes fois le même genre de tracasseries judiciaires. On se souvient aussi il y a quelques années de l'emprisonnement ferme du directeur de publication de *Chaltouné*. Il n'est donc pas surprenant que de telles inculpations frappent les militants anti-colonialistes et révolutionnaires.

Par contre, ce qui a changé, c'est la situation. L'apparition d'un groupe terroriste affirmant lutter contre la présence coloniale française est un phénomène nouveau dans la vie politique des Antilles. Et ce que craint le pouvoir colonial n'est pas tant l'existence elle-même d'un tel groupe, mais le fait que dans la population il se trouve des gens qui reprennent ses idées, qui approuvent sa façon de faire et qui commencent à le respecter. Car c'est cela qui peut, demain, signifier à une échéance pas si lointaine la fin de la domination coloniale sur les Antilles.

C'est pourquoi *Justice*, *Le Naïf*, *Jougwa* qui expriment en partie ce que pense une fraction de la population sont poursuivis, c'est pourquoi, nous qui exprimons le point de vue des travailleurs révolutionnaires dans *Combat ouvrier*, sommes aussi inquiétés par la justice du colonialisme.

TCHAD : LA POPULATION PAIE LE LOURD TRIBUT D'UNE DIVISION ATTISÉE PAR L'IMPÉRIALISME

Les affrontements sanglants qui ont opposé pendant plusieurs jours les Forces Armées du Nord (FAN) de Hissène Habré aux Forces Armées Populaires (FAP) de Goukouni, chef du gouvernement provisoire tchadien, auraient basculé en faveur de ce dernier grâce à l'intervention armée de la Libye à ses côtés.

Avec l'intervention libyenne, l'inégalité des armes était devenue manifeste. Les grands moyens furent employés par les Libyens et les soldats des FAP pour venir à bout des partisans de Hissène Habré. Et la population de la capitale, N'Djamena, prise dans le feu croisé des deux camps, fut la principale victime de ces affrontements.

Mais pendant tout le temps qu'ont duré les hostilités, le gouvernement français a observé le silence, silence qui s'est transformé en propos menaçants à l'égard de la Libye juste à la veille de la défaite de Hissène Habré. En fait, l'impérialisme français a tout simplement laissé faire la Libye, et la soi-disant protestation de Giscard contre l'invasion libyenne n'est qu'un moyen pour le gouvernement français de rappeler à Kadafi ses intérêts dans la région.

L'instabilité du régime dûe à l'existence de deux factions rivales se partageant le pouvoir, l'une essayant d'évincer l'autre, ne cessait d'inquiéter l'impérialisme français qui a des intérêts dans la région. Le Tchad est l'une de ses principales chasses gardées en Afrique. Et pour pouvoir continuer dans les meilleures conditions le pillage de ce pays, il lui faut une certaine stabilité politique. Or, dans la situation présente, la recherche d'une telle stabilité devait se faire au détriment d'une des factions. Et tout le travail, c'est le gouvernement libyen qui l'a fait en intervenant militairement au Tchad aux côtés de Goukouni. Et l'impérialisme français a laissé faire car ce qui compte pour lui c'est de pouvoir préserver ses intérêts dans la région.

Les autres Etats africains n'ont pas non plus fait grand chose pour empêcher qu'on en arrive là. Maintenant que l'un des adversaires a été vaincu, différents Etats se sont réunis à Lagos, capitale du Nigéria, en un sommet africain, sous prétexte de chercher une solution au problème tchadien. C'est le comble du ridicule, car la solution en question, ne serait-ce que provisoire, elle a déjà été obtenue par la force des armes, et toute décision à ce sommet ne pourra qu'entériner le rapport de forces qui existe sur le terrain. Cela ne veut pas dire que les affrontements entre clans adverses sont définitivement clos au Tchad, car Hissène Habré affirme ses intentions de continuer le combat.

Ce qui se passe maintenant au Tchad, comme hier au Zaïre ou dans d'autres pays africains, n'est que la conséquence de la politique de l'impérialisme. Celui-ci a attisé lors de la colonisation de l'Afrique les rivalités tribales, conformément au principe « diviser pour régner ». Et maintenant, plusieurs dizaines d'années après, les populations de ces pays continuent à en payer les conséquences.

INTERVENTION DE COMBAT OUVRIER AU CONTRE LA RÉPRESSION DU 23 DÉCEMBRE

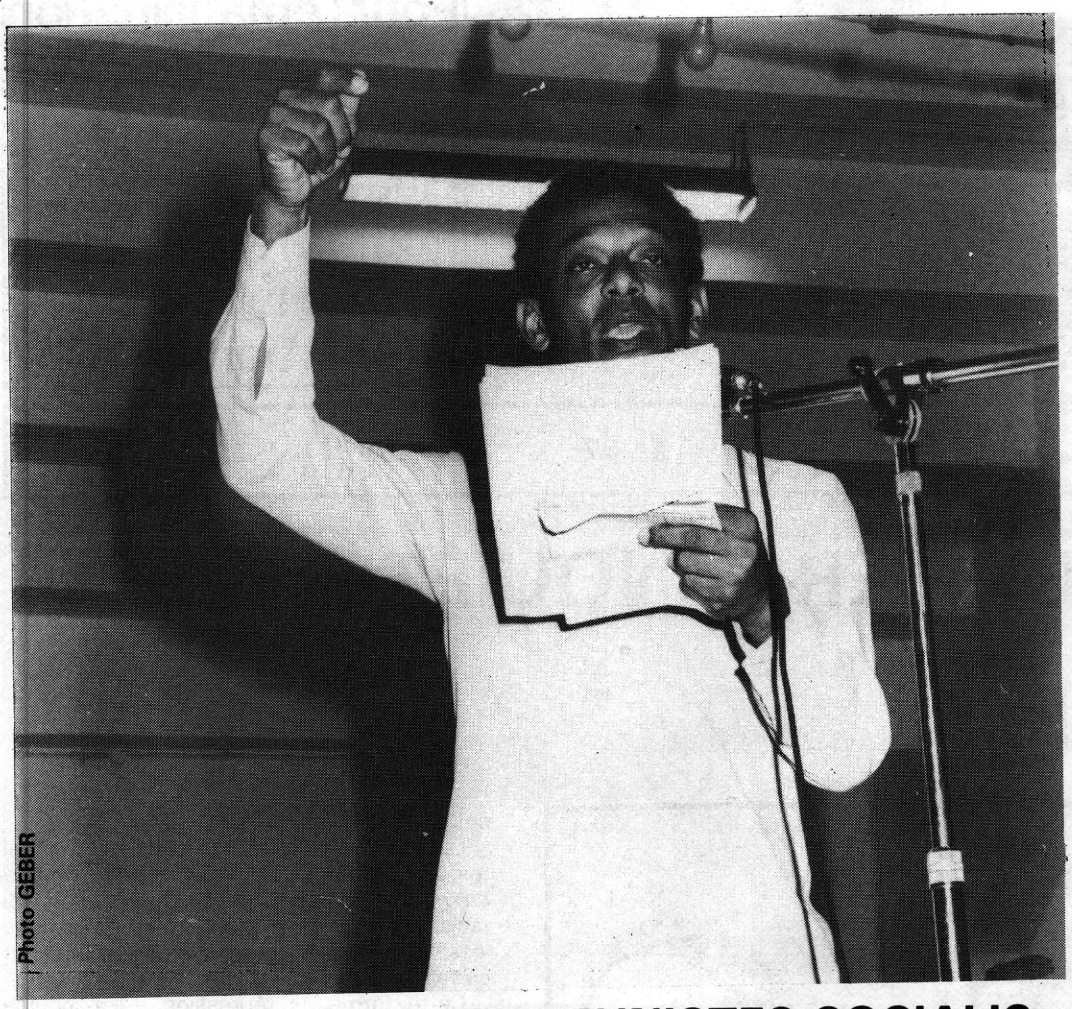


Photo GEBER

TRAVAILLEURS, COMMUNISTES,SOCIALISTES, SYNDICALISTES ET SANS PARTI

[...] Nous sommes ici ce soir parce que la situation en Guadeloupe est en train de changer avec une certaine rapidité. Nous assistons à l'éveil de la conscience nationale et peut-être à sa radicalisation.

Rappelez-vous quand tout a commencé. C'était en mars 1979 quand une lycéenne blanche provoqua les lycéens noirs —et tous les Noirs de ce pays— en affichant son racisme. « Je suis raciste » proclamait-elle. Aussitôt une lutte farouche opposa un clan raciste blanc aux élèves noirs.

A l'époque, cette affaire provoqua des remous énormes en Guadeloupe et en Martinique, et même en France parmi les travailleurs émigrés.

Notre organisation avait à l'époque fustigé et dénoncé violemment cet acte de racisme et en même temps montré que ce n'était là qu'une manifestation ouverte d'un racisme officiel qui se montrait plus prudent., mais existait bel et bien.

Nous disions que *« les racistes et les colonialistes et tous ceux qui les flattent se préparent des lendemains bien sombres »*...et nous ajoutions : *« le pouvoir blanc raciste doit savoir que les Noirs n'accepteront pas sans réagir les coups et les agressions racistes. »* C'était en mars 1979.

QUAND L'INQUIÉTUDE EST DANS LE CAMP DES RACISTES COLONIALISTES

Aujourd'hui ce ne sont pas les Noirs qui sont inquiets des menées de quelques Blancs racistes. Bien au contraire, tout le milieu des Blancs racistes de Guadeloupe se pose la question :*« après le 31 décembre 1980, faut-il rester et braver un danger réel ou faut-il partir? »*

Quel dilemme pour ceux qui profitaient tranquillement des avantages de leur situation de Blancs protégés par le parapluie de l'impérialisme français, tous les privilèges leur étant attribués : meilleure situation, meilleurs logements, avantages en tout genre, en nature et en argent, considération et respect dûs aux grands chefs blancs coloniaux, etc... Ne sont-ils pas les maîtres !

Mais depuis que quelques bombes ont commencé à éclater par ci par là, ces gens serrent les fesses et sont inquiets pour leur peau. Et ce n'est pas nous qui nous en plaindrons. Le gouvernement a pleuré sur le sort de son sous-officier mort en service commandé pour aller désamorcer une bombe. Et on a voulu nous faire pleurer nous aussi. Mais cela n'a pas marché.

LA MONTÉE DU MÉCONTENTEMENT CONTRE LE RACISME OFFICIEL

La population noire ne cache pas ses sentiments. Il suffit de parler dix minutes avec quelqu'un pour que la conversation tombe sur la situation économique et sur le rôle qu'y jouent les Blancs. Et chacun de dire que c'est « normal » que les Blancs arrivent, trouvent des emplois alors que les Guadeloupéens et les Martiniquais —les jeunes en particulier— sont obligés de s'exiler, d'émigrer.

Et c'est vrai que nous sommes là en face d'un piège que nous devons déjouer pendant qu'il est encore temps. Oui, un piège mis en place par l'impérialisme français. Un piège qui fera de nous tous des « réfugiés » si nous ne réagissons pas maintenant. Et sans attendre que les mois passent en espérant que cela va

D'une part nous partons en France pour travailler, et en France, où en temps normal existe un racisme latent, par temps de crise, comme aujourd'hui, le racisme est encore plus virulent, plus agressif. Et nos frères qui vivent là-bas se trouvent de plus en plus considérés comme des indésirables, des « étrangers » que le racisme rejette et agresse en attendant de commencer à les tuer.

[...]Travailleurs, nous ne voulons pas devenir des « réfugiés », chassés d'ici quelques mois de chez eux, ou placés dans des ghettos ou des zones de résidence, nous devons poser les problèmes aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'implorer la pitié, ni la compréhension de nos oppresseurs, ni encore moins de regarder le

NÉCESSITÉ D'UNE ANALYSE FONDÉE SUR L'EXISTENCE DES CLASSES SOCIALES

[...]Il s'agit pour nous de prendre conscience que cette situation est parvenue à un point de maturité important. Et elle pourrait mûrir très vite, en quelques mois. Six, douze, dix-huit (?)—nous n'en savons rien ! C'est une possibilité, non une certitude. Mais même s'il n'y a qu'une probabilité très faible, même s'il n'y a qu'une chance très petite que la situation évolue vers des luttes plus décisives. nous devons dés aujourd'hui nous y préparer sérieusement et énergiquement. Voyons rapidement comment se présente cette situation !

Actuellement quelles sont les classes sociales en présence en Guadeloupe? **La classe bourgeoise impérialiste** qui opprime et pille nos pays et les dirige politiquement. **La bourgeoisie locale** liée à l'impérialisme puisque dépendant d'elle (propriétaires fonciers, négociants de l'import-export...) **La petite-bourgeoisie**, qui comprend des couches urbaines (dans les villes médecins, professions libérales, petit commerçants,etc) et campagnardes (petits planteurs, moyens planteurs, etc). Et **la classe ouvrière** qui comprend tous les salariés ouvriers d'usine, ouvriers agricoles, employés de bureau, de grands magasins, etc...

Actuellement la classe qui comprend le plus de gens **mobilisés contre l'administration coloniale**, c'est la classe petite-bourgeoise. Les ouvriers et les militants des partis ouvriers et des syndicats ouvriers et d'employés doivent enregistrer ce fait et en tirer toutes les conséquences !

TRAVAILLEURS, COMMUNISTES, SOCIALISTES, SYNDICALISTES, SANS PARTI !

Ce soir je ne suis pas venu pour vous « faire une conférence » mais pour vous parler honnêtement et clairement de ce qui intéresse l'avenir politique des travailleurs. Je voudrais vous convaincre de l'importance qu'il y a à s'engager dans une voie juste et donc à réfléchir sérieusement sur les positions de vos partis, syndicats quels qu'ils soient. Il ne s'agit pas d'élections législatives, présidentielles ou municipales —toutes choses qui ont bien sûr leur importance— mais qui pèsent peu en face de la lutte qui devra décider de notre sort et du changement définitif de la situation dans notre pays.

Il faut peser ce qui se passe aujourd'hui. J'ai dit que la petite-bourgeoisie était la classe la plus mobilisée et celle qui s'engageait le plus aujourd'hui dans les luttes politiques. C'est vrai ! Leurs organisations, l'UPLG, le SGEG, l'UPG, etc.. regroupant étudiants, enseignants, petits et moyens (et même gros) paysans, ayant à leur tête des Notables connus de Pointe-à-Pitre, toutes ces organisations sont beaucoup plus mobilisées et plus combatives que nos organisations ouvrières, politiques ou syndicales ! C'est pourquoi je me permets d'attirer votre attention sur ce qui risque de se passer si cette situation continue d'évoluer de la même façon.

Supposons que les grandes organisations, et les syndicats ne bougent pas ou ne s'engagent pas dans la lutte plus fort et mieux que l'UPLG, supposons que les petites organisations comme la nôtre ne réussissent pas elles non plus à poursuivre le combat, on est bien obligé d'admettre que devant la dégradation de la situation de plus en plus de membres de la petite-bourgeoisie des villes vont rejoindre les rangs de l'UPLG et celle-ci mettra alors au pas les organisations ouvrières qui tomberont comme des fruits mûrs devant une masse mobilisée et combative, mais qui sera aussi hostile à la classe ouvrière et à toutes ses organisations.

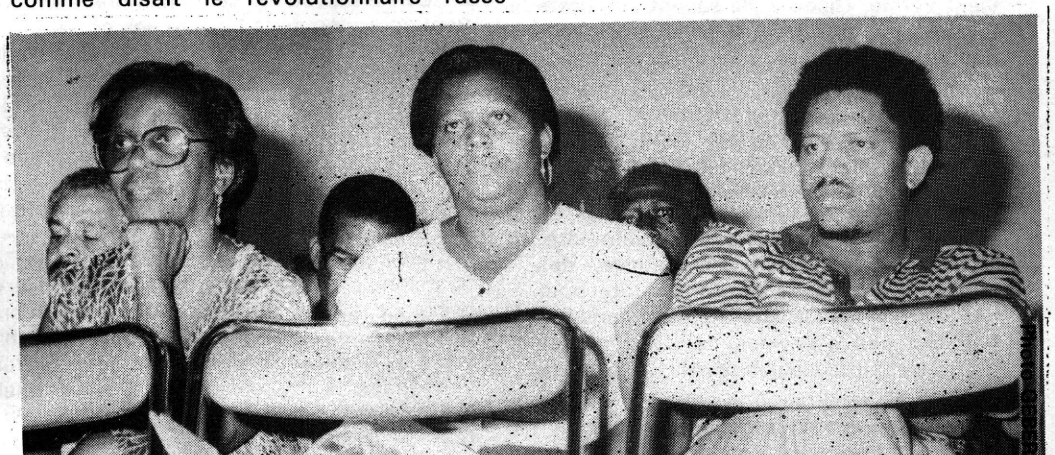
Si vous, ouvriers, voulez que le changement anti-colonialiste n'amène pas une dictature des notables de la petite-bourgeoisie pointoise et basse-terrienne, si les ouvriers pour qui le communisme et le socialisme ne sont pas des mots vains ne veulent pas chasser les oppresseurs blancs pour mettre à leur place des exploiteurs qui, eux, seront Noirs —eh bien ! il faut dés aujourd'hui se poser les problèmes et prendre des dispositions adéquates, et la meilleure façon de poser les problèmes de la lutte, la meilleure façon de ne pas être dépassé dans une lutte —eh bien ! c'est de s'y engager énergiquement et intelligemment, et sur un programme clair tenant compte des différences d'intérêt des classes sociales.

PETITS BOURGEOIS ET OUVRIERS DANS LA LUTTE CONTRE LE POUVOIR COLONIAL

Si un parti comme l'UPLG lutte effectivement (et il n'est pas possible, ni juste, ni honnête de le nier), nous militants nous réclamant de la classe ouvrière, nous devons être au moins aussi combattifs et aussi actifs sur notre propre terrain. Ceux de l'UPLG combattent pour amener la petite-bourgeoisie au pouvoir; c'est normal ! Nous qui nous réclamons de la classe ouvrière, du communisme et du socialisme, nous devons nous battre pour amener la classe ouvrière au pouvoir ! Nous ne pourrons pas libérer le pays tout seuls en tant qu'ouvriers. Soit. Alors passons des accords de lutte commune contre le même adversaire : l'impérialisme français. Mais comme disait le révolutionnaire russe Lénine :*« battons nous ensemble ! mais marchons séparément. »*

Et demain, si l'impérialisme est vaincu et contraint de quitter le pays, eh bien ! là aussi il sera possible que la petite-bourgeoisie en lutte s'entende avec nous, ouvriers, pour partager le pouvoir entre **tous les travailleurs**, ceux des villes et ceux des campagnes, entre **tous les pauvres :ouvriers et petits-bourgeois pauvres** (paysans, artisans,etc..).

Voilà le langage que nous devons tenir en face des problèmes posés par la situation. Mais si notre camp, le camp ouvrier, est actif, il pourra aussi entraîner derrière lui des masses importantes de toute la population.



MEETING DU COMITÉ GUADELOUPÉEN 1980

QUEL OBJECTIF POUR LA LUTTE UNITAIRE?

Compte-tenu de la situation, il ne faut accepter que personne, ni aucun parti joue à « cache-cache-bien-ma-balle ». Il n'est plus question que personne fasse de la diplomatie. Nous avons monté ensemble un Comité de lutte contre la répression, nous savons tous qu'on ne peut séparer la question de la lutte contre la répression de la question de la lutte tout court. Je crois que c'est le représentant de l'UIG-CFDT qui déclarait que *« la répression nous la subissons déjà tous les jours dans notre travail »*. Et c'est vrai : la répression, tous les ouvriers, tous les employés la connaissent depuis longtemps et tous les jours. La lutte doit se mener contre celle-là et le racisme de tous ces cadres, tous ces chefs blancs, tous ces patrons blancs qui, en plus de l'exploitation habituelle, ajoutent leur arrogance, leur mépris et souvent leurs insultes envers les travailleurs parce qu'ils ne sont pas de la même race qu'eux !

On ne peut parler de répression sans parler de son origine et de son but, de ses formes et de sa raison. Il faut bien dire pourquoi il y a répression ; qui veut-on protéger et qui le pouvoir veut-il attaquer ? Et cela c'est la politique. Mais on ne peut pas suspendre la politique en l'air et ne pas dire ce qu'on veut et où on va. C'est pourquoi notre organisation estime que la présente campagne contre la répression qui touche des milliers de travailleurs doit poser sérieusement les questions cruciales, quitte à modifier si nécessaire le fonctionnement et la conception du Comité. Il n'y a aucune raison en effet que nous parlions uniquement de ce qui est défensif —se protéger contre les perquisitions, les fouilles, etc... les procès)— ce qui est déjà pas mal, mais nettement insuffisant en comparaison de l'ampleur de la campagne, et de l'importance des tâches politiques.

Il faut intervenir, discuter, débattre démocratiquement des questions essentielles et agir en fonction de cela. Il y a des propositions pratiques à faire.

Nous rendrons publiques toutes celles que nous ferons et ce que nous pensons des autres. **De façon politique**, sans injures, calomnies ou mensonges.

De deux choses l'une : ou bien nous acceptons de placer notre politique à nous, organisations ouvrières, devant les yeux de l'opinion ouvrière tout entière, ou nous refusons. Si nous refusons, cela voudra dire que nous avons peur de l'opinion des travailleurs, ou que nous la méprisons.

Nous, nous estimons que dans la période actuelle il est indispensable que les ouvriers puissent juger de la politique des organisations grâce aux débats sur cette politique.

Abordons un dernier point, maintenant, avant de finir.

QUE VEUT DIRE « MOBILISER » : UN EXEMPLE

Si les communistes, les socialistes, si les syndicalistes, les ouvriers militants, sans parti, veulent être dans la course, ils doivent se battre sérieusement et prendre la tête de la lutte. S'engager, se mobiliser, ce n'est pas difficile de comprendre ce que cela veut dire. Beaucoup d'entre vous, ici, ont déjà participé à des campagnes politiques, lors des élections. Beaucoup d'entre vous savent ce que veut dire **aller dans la population pour défendre une idée, pour réclamer un geste pratique** aux travailleurs. Vous allez alors dans des milliers de maisons, vous frappez à des milliers de portes, vous tenez des milliers de conversations, pressantes, exigeantes, vous diffusez des milliers de tracts et vous rassemblez des milliers de gens dans des conférences, et puis finalement vous parvenez à leur faire faire ce geste de soutenir, de voter, d'élire votre candidat.

Camarades, si vous faisiez pour commencer, ne serait-ce que **le quart** de ce que vous faîtes lors d'une campagne électorale, si vous le faisiez avec la même ténacité et la même intelligence pour rassembler, mobiliser et dresser la population laborieuse et tous les travailleurs contre l'impérialisme, eh bien ! nous ferions un pas de géant et la lutte pourrait avoir alors une grande chance, non seulement de chasser le pouvoir impérialiste des Antilles, mais encore de mettre en place ici les conditions pour abolir, non seulement l'oppression coloniale, mais l'exploitation capitaliste elle-même.

VIVE LA GUADELOUPE LIBRE, FRATERNELLE, SOCIALISTE !

Camarades, nous ne sommes pas pessimistes. Mais pour avoir le droit d'être optimistes dans la lutte, il faut mettre toutes les chances de notre côté. Et pour cela il faut élever très haut notre conscience révolutionnaire. Il faut nous engager dans la lutte de tout notre esprit, de tout notre corps, avec une passion sans faille.

Alors nous pourrons croire à un avenir grandiose sous la direction de la classe ouvrière. Nous pourrons croire qu'une aube nouvelle se lèvera enfin sur une Guadeloupe débarassée des colonialistes, devenue une société fraternelle sans exploiteurs ni noirs ni blancs, sans exploités ni noirs ni blancs, ni indiens.

VIVE LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE !

VIVE LA GUADELOUPE LIBRE, FRATERNELLE ET SOCIALISTE !

POUR DES COMITÉS DE BASE DÉMOCRATIQUES

Eh bien, si vous, ouvriers, employés, militants, sympathisants des partis et syndicats ouvriers, si vous décidez de vous engager consciemment dans la lutte, si vous voulez vous efforcer de poser les vraies questions à vos partis et si vous réclamez des réponses précises et non dilatoires, vous pourrez demain jouer un rôle grandiose dans la lutte qui va se dérouler ici.

On peut s'enfoncer la tête dans le sable et dire *« il ne se passera rien »* ou *« le GLA, les bombes, c'est le gouvernement, c'est les Blancs eux-mêmes qui font cela »*, etc... Peut-être que c'est vrai, mais peut-être pas. Alors ? Si le GLA n'est pas une organisation révolutionnaire, eh bien ! on le saura dés les débuts de l'année. Mais si c'en est une, il y a toutes les chances qu'elle continue son action et qu'alors un processus s'enclenche. Parce qu'il y a une base sociale pour cela. La jeunesse aigrie, prête à se révolter, et tous ceux qui en ont « marre » de voir les Blancs parader, diriger et faire l'arrogant ici pendant que leurs parents, leurs frères et sœurs sont obligés de vivre là-bas et de vivre incomparablement plus mal évidemment que les Blancs qui sont venus ici.

Il existe déjà des organisations et des individus qui sont prêts à s'engager dans la lutte à la suite du GLA, et pourquoi pas en alliance avec lui.

Plus haut, nous avons dit qu'il faudrait faire des modifications au Comité. Oui, cela pourrait être d'appeler les travailleurs à construire eux-mêmes des **Comités de Base** pour se défendre contre les « répressions » de toutes sortes, depuis la répression policière et judiciaire en passant par la répression patronale (mise à pied, blâme, racisme, avertissement, amendes sur salaire, licenciement, pressions fiscales, menace de saisie, de décasement injustifié ou abusif, etc...). Un tel comité pourrait voir le jour dans toutes les entreprises et dans les quartiers.

Ils pourraient comprendre à leurs têtes des organismes élus par les travailleurs. Et on pourrait, par un accord entre organisations, déterminer les règles d'élection et de fonctionnement qui permettent une vie démocratique dans de tels comités.

Pourquoi de tels Comités de Base ?

Premièrement parce qu'il n'y a aucune raison que seuls les représentants des organisations se rencontrent et se mettent d'accord au sommet alors que le seul rôle qui vous est donné à vous, militants, sympathisants, sans parti, ce serait de venir pour écouter des meetings et aller dans des manifestations sans jamais intervenir. Une lutte révolutionnaire se prépare longtemps à l'avance par une participation réelle et vivante des travailleurs à leurs propres affaires.

On peut toujours essayer, et on verra bien si les travailleurs répondront à l'appel. A condition de prendre toutes les précautions pour que la mise sur pied de tels comités soit faite très soigneusement et très sérieusement dans un esprit révolutionnaire.

Deuxième raison qui parle en faveur de ces Comités de Base, c'est tout simplement qu'il y a plus d'idées dans beaucoup de têtes réparties et organisées dans tout le pays que dans celles de quelques dirigeants complètement débordés, toujours à droite à gauche dans toutes sortes de réunions. Il y a aussi plus de possibilités d'actions avec plus de bras.

Travailleurs communistes et socialistes, syndicalistes et sans-parti, [...] j'ai voulu aborder ouvertement les questions qui, aux yeux de mon organisation —*Combat ouvrier*— sont vitales pour un avenir qui, encore une fois, n'est peut-être pas si éloigné que cela. Et pour une orientation correcte de l'activité du Comité de lutte.

Je voudrais encore vous dire ceci : peut-être que face à une organisation petite comme la nôtre vous éprouvez une certaine « assurance » et vous pensez sans doute que notre faiblesse nous pousse à l'exagération. Mais il y a dans l'histoire du mouvement ouvrier des exemples indéniables d'organisations importantes ou très fortes, ouvrières, (socialistes ou communistes) qui ont été détruites en quelques mois par la poussée d'autres classes qui étaient dirigées par des gens hostiles au communisme et au socialisme. De telles tragédies sont dûes en général à l'aveuglement et à des erreurs d'appréciation sur les situations.

Nous avons en face de nous l'impérialisme français menaçant, puissamment armé. Mais cet impérialisme, malgrè toute sa force, toute sa puissance, ne peut s'opposer à la volonté libératrice de tout un peuple. Cette volonté aujourd'hui est en marche et on ne pourra l'enrayer, même en plaçant un gendarme derrière chaque membre de la classe ouvrière et de tout le peuple.

Nous avons aussi d'autres forces sociales, avec une direction petite-bourgeoise, qui aspirent à remplacer l'impérialisme à la tête du pays. Mais sans l'intervention de la classe ouvrière, autrement que dispersée et désorganisée.

MARTINIQUE : GRÈVE DU PERSONNEL D'AIR MARTINIQUE

Une partie du personnel de la compagnie Air-Martinique a entamé une grève de la faim pour exiger le paiement des quatre mois de salaire qui leur est dû.

Rappelons que la compagnie Air-Martinique, qui a pris le relais d'Air-France sur la majeure partie du réseau caraïbe, connaît depuis octobre un certain nombre de difficultés et le personnel n'avait pas été payé depuis cette date. A la fin du mois de novembre, le personnel avait dû commencer une grève pour qu'au moins une partie des salaires dûs soit versée. La direction avait répondu par l'envoi des gardes mobiles.

Maintenant, pour obtenir leurs arriérés de salaire, les travailleurs sont contraints d'entamer une nouvelle grève, de la faim cette fois.

ECHOS DES ENTREPRISES

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P. MATERNITÉ : DES LITS EN PLUS, DES AUXILIAIRES EN MOINS.

La semaine dernière, il y a eu beaucoup d'entrants au service de Maternité. On a même installé des lits dans les couloirs du bloc et dans la salle de réunion.

Dans le même temps, la direction n'a pas hésité à licencier les auxiliaires ; cela est d'autant plus aberrant et scandaleux !

CENTRE HOSPITALIER DE F-D-F : QUAND ON VEUT QUE L'HABIT FASSE LE MOINE !

Au niveau de l'atelier, les vêtements de travail qui nous sont donnés nous font ressembler à de véritables « boi-boi ».

Cela n'est pas étonnant, car on n'a jamais pris nos mesures ni relevé nos tailles.

Et c'est ainsi que nous retrouvons cet ouvrier-ci... avec le pantalon retroussé et la veste étriquée, cet autre avec le pantalon replié en deux et attaché avec de la ficelle, etc...

Nous ne voulons pas porter cet accoutrement et préférons porter les vêtements de travail plus anciens. Il est vrai qu'avec les neufs, on ne risque pas de nous confondre avec les complets- vestons-cravates de ces messieurs les plus gradés. C'est peut-être le seul moyen qu'a trouvé la direction pour nous différencier du « gratin hospitalier ».

PRISUNIC—VILLE : LES PETITES MESQUINERIES DE LA DIRECTION

L'an passé, le patron nous avait accordé une avance sur la prime de fin d'année. Il laissait entendre qu'il nous « récompensait » ainsi de n'avoir pas fait grève quelques temps plus tôt.

La plupart d'entre nous avaient pour cette raison refusé de toucher cet acompte. Cette année, pas de problème de grève, plus question d'acompte. C'est à croire que seule la peur des grèves leur fait ouvrir leurs portefeuilles.

NORD-FRANCE : HALTE AUX CADENCES EMBAUCHEZ DU PERSONNEL !

Depuis un certain temps, la direction de Nord-France ne veut plus embaucher de manœuvres, elle prétend que le gros œuvre serait à sa fin

En réalité, ceux qui sont encore sur le chantier effectuent bien souvent le travail de quatre, puisqu'ils subissent constamment les pressions exercées par les petits chefs d'équipes.

Mais en augmentant ses profits sur notre dos, Nord-France augmente notre mécontentement.

LA SANTÉ SCOLAIRE : LE CADET DES SOUCIS DE L'EDUCATION NATIONALE

Pour remplir leur dossier de baccalauréat, des élèves de Terminale du Lycée de Baimbridge se sont trouvés devant un problème : l'absence d'un médecin scolaire dans la cité. L'article ci-dessous en donne les raisons.

A l'heure où nous écrivons, le complexe scolaire de Baimbridge qui regroupe les lycées classique et moderne, le lycée technique, ainsi que le lycée d'enseignement professionnel ne dispose toujours pas d'un équipement sanitaire au complet, car depuis le départ du médecin d'établissement, celui-ci n'a toujours pas été remplacé. Et connaissant les lenteurs de l'administration et la carence de sa politique en matière de santé scolaire, il est à craindre que cette situation dure encore.

En fait, l'insuffisance de couverture sanitaire en milieu scolaire est un problème général et grave. L'équipe sanitaire est normalement constituée d'un médecin, d'une infirmière, d'une assistante sociale et d'une secrétaire pour 3000 élèves. Mais le plus souvent cette équipe est incomplète, quand elle n'est pas tout simplement inexistante. Le personnel qualifié pouvant assurer ce rôle est nettement insuffisant.

L'INSUFFISANCE DU PERSONNEL

Le réglement veut qu'il y ait une équipe médicale pour 3000 élèves, mais en Guadeloupe on est loin d'atteindre cet objectif. Citons donc quelques chiffres :
La population scolarisée de la Guadeloupe est d'environ 100 000 individus ; or il existe :
—seulement 10 infirmières scolaires pour desservir l'ensemble des établissements scolaires ;
—3 adjointes du 1er degré. Les adjointes du 1er degré sont cette catégorie de personnel faisant fonction d'infirmières après un arrêté ministériel.
—7 médecins V.A.T.
—1 médecin chef.

L'ensemble de ce personnel précédemment cité dépend du ministère de la santé.

Mais parallèlement il existe aussi des infirmières d'établissement. Celles-ci dépendent du ministère de l'Education nationale. En principe, dans chaque établissement scolaire, il devrait exister une infirmière d'établissement. Mais là aussi la réalité reste loin en arrière de la théorie. Il y a environ 7 infirmières d'établissement pour toute la Guadeloupe.

Cette carence est d'autant plus grave quand on sait que c'est l'infirmière d'établissemnt qui est à même de porter les premiers soins. Tandis que l'infirmière scolaire intervient essentiellement au niveau de la prévention.

LES RAISONS DE CETTE CARENCE

Une telle carence est tout simplement due au fait que, en Guadeloupe, le gouvernement fait peu de cas du problème sanitaire en milieu scolaire. Pourtant l'encadrement, l'éducation, et la surveillance sanitaires des lycéens, collégiens et autres élèves sont des aspects très importants du problème de la santé en Guadeloupe. Et pour justifier le manque de personnel pouvant assurer une bonne couverture sanitaire dans les établissements scolaires, les représentants du gouvernement en Guadeloupe prétendent qu'un budget insuffisant ne leur permet pas d'embaucher du personnel supplémentaire. Ils se font ainsi les fidèles défenseurs de la politique d'austérité du gouvernement, qui met en péril la santé des jeunes Guadeloupéens.

BARCLAIS UTILISE LES CONSOMMATEURS POUR DÉFENDRE L'IMPORT—EXPORT

Il n'est certainement pas d'auditeurs ou de télé-spectateurs qui n'aient la semaine dernière entendu les propos « hautement économiques » de M. Barclais, président de l'association des consommateurs de la Guadeloupe.

Les différentes radios, la télévision ont repris à toutes leurs émissions l'invitation insistante de M. Barclais à « consommer Français et local ». Et le président de l'association des consommateurs, comme pour mieux convaincre, n'a pas manqué de lier le « consommer Français et local » à la nécessité de défendre l'emploi en Guadeloupe.

Consommer Français et local, si vous voulez défendre votre emploi ou si vous voulez que votre fils ou votre fille trouve un emploi en Guadeloupe, voilà ce que nous dit en substance M. Barclais. Il faut vraiment ne pas manquer de culot pour se permettre de tels propos, ou encore vraiment mépriser la population pour n'avoir pas peur de faire de telles déclarations.

Le temps où il était consommé en Guadeloupe seulement des produits français n'est pas si éloigné que cela : pour ne prendre que la seule consommation de voitures dans lesquelles roulait le Guadeloupéen, c'étaient les Peugeot, Renault et Citroën qui sont bien françaises. Cela n'a pourtant en rien entraîné un développement de l'économie de la Guadeloupe, ni du reste procuré plus d'emplois aux jeunes.

Et puis même aujourd'hui les produits non français sont loin de l'emporter sur les produits français. S'il en était autrement, l'Etat français n'aurait pas compté sur les exhortations de M. Barclais pour corriger les choses en sa faveur, mais bien sur des moyens autrement plus efficaces que de simples billevesées : droits de douane et taxes.

Quant au « local » dont parle Barclais, il faudrait réellement le chercher à la loupe pour le trouver, à moins qu'il ne veuille parler que du « rhum » qui est des rares produits encore fabriqués sur place.

En réalité, ce ne sont pas les consommateurs de la Guadeloupe que défend Barclais, mais bien quelques grosses têtes de l'import-export.

Et puis, si en même temps cette publicité outrancière peut permettre à Barclais de décrocher quelques voix aux prochaines élections où il sera candidat, ce sera toujours ça de pris. On le voit, c'est tout simplement la politique du donnant-donnant.

MEETINGS COMMUNS CONTRE LA RÉPRESSION

Plusieurs meetings de protestation contre la répression ont été organisés du 17 au 24 par le Comité guadeloupéen de lutte contre contre la répression, à Capesterre, Moule, Sainte-Rose, Basse-Terre... Les meetings devant avoir lieu à Sainte-Anne et Morne-à-l'eau n'ont pu se tenir et seront peut-être reportés.

Ces meetings ont connu une participation diverse : bonne à Capesterre et à Sainte-Rose, plus faible au Moule et à Basse-Terre.

Ils ont permis cependant, tant au cours de distributions massives de tracts d'invitation, qu'en leur sein même, de dénoncer les perquisitions, arrestations et inculpations qui frappent les militants anti-colonialistes et la population depuis l'explosion de bombes revendiquées par le GLA.

Il s'agira, bien sûr, pour les prochaines manifestations, de mieux préparer ces meetings, et que toutes les organisations du comité mettent effectivement leurs forces en commun pour en assurer le succès.

APRÈS LE MEETING DU HALL DES SPORTS : QUELLES PERSPECTIVES D'ACTION UNITAIRE ?

Lors du meeting pointois du Comité, il y a eu, donc, un incident assez significatif des conceptions de la majorité des organisations qui composent le Comité Guadeloupéen de lutte contre la répression.

Notre organisation ayant par principe refusé de parler autrement qu'en son nom propre, cela a déplu à certains représentants du Comité.

Depuis le début de la marche du Comité, nous avons toujours dit que nous n'interviendrions qu'ainsi. Au premier meeting, ce fut le cas, à la salle Rémy Nainsouta (voir N° 95 de « C.O. »); il en fut de même à Capesterre, au Moule où seul le GRS se trouvait présent, les autres organisations n'étant pas là pour des raisons que nous ignorons. Il en fut ainsi à Sainte-Rose, où nous nous trouvions également seuls pour tenir le meeting.

Nous avons clairement fait comprendre, dit et répété, que dans la situation politique présente, on ne pouvait se limiter à dénoncer la répression, et puis s'en tenir là. Nécessairement, il fallait en arriver à des prises de position politiques s'attaquant au pouvoir colonial et appelant les travailleurs à la lutte. Mais alors, lutte comment et pourquoi? Chacun là-dessus a ses propres idées et ses propres perspectives, son propre vocabulaire qui reflète des différences politiques importantes.

Les interventions qui ont été faites, soi-disant au nom du Comité, par les représentants du PCG, du GRS, de la CGT, reflétaient très clairement, et les préoccupations, et la ligne politique de ces organisations. Le label « Comité » n'étant qu'une façon de couvrir des politiques et des déclarations très clairement marquées du sceau de la politique de chacun.

Nous Combat Ouvrier, nous avons dit et répété depuis le début que nous ne voulions pas d'un tel camouflage. Il faut reconnaître le fait des divergences et permettre aux travailleurs de les situer et les juger.

Soit nous faisons un Comité ponctuel sur une action précise et limitée, et alors l'action étant accomplie, on se sépare. Alors là nous acceptons de n'intervenir que sur le point en question, mais à notre façon et avec notre propre éclairage politique.

Soit on fait un Comité qui a la prétention de poser les problèmes de toutes sortes, débordant le cadre de la répression, il faut alors que chacun puisse s'exprimer librement. La seule discipline qui est réclamée étant la discipline dans l'action organisée à chaque moment.

Les organisations n'ont qu'à répondre. Et dans ce cas-là, il faudra poser le problème de l'orientation de la lutte, et chaque organisation devra faire connaître et juger son programme, ses méthodes, par les travailleurs. Il s'agira aussi de faire la critique politique de l'UPLG, non pas d'un point de vue passif, mais en s'engageant délibérement dans la lutte.

LES VRAIES CRITIQUES ENVERS L'UPLG

On ne peut pas non plus continuer à lancer des « petites phrases » sur l'UPLG, sur son « sectarisme », sans jamais dire ce qui explique une telle attitude. Car cela n'éduquera personne parmi ceux qui nous écoutent. Et les travailleurs verront simplement qu'il y a une organisation qui rassemble beaucoup de monde dans ses meetings —certes, beaucoup d'intellectuels, de lycéens, d'enseignants, et pour l'instant peu de travailleurs. Et de l'autre côté des organisations en plus grand nombre, les principales du pays, notamment le PCG, la CGT, la FEN, et beaucoup moins de monde dans leurs réunions et manifestations. Bien sûr, on peut toujours se glorifier qu'il y a plus d'ouvriers et de jeunes chômeurs dans les réunions du Comité. Mais si c'est pour rester sans perspectives, comme c'est le cas actuellement, cela même sera compromis.

Et c'est là que se situe le véritable problème. Le Comité n'appelle à la lutte que de façon platonique sans engager ceux qui l'écoutent à s'organiser pour la lutte. Pour cela, il est bien naturel d'entrer au fond des questions politiques et de montrer par exemple ce qui sépare de l'UPLG. Car invoquer le seul fait que l'UPLG est une organisation sectaire n'est pas suffisant. Il faut évidemment refuser le sectarisme, mais aussi en expliquer la cause. L'UPLG est une organisation de la petite-bourgeoisie aisée de Pointe-à-Pitre et Basse-Terre. Elle a sa base parmi les intellectuels et une partie de la paysannerie. La classe ouvrière représente pour cette direction petite bourgeoise aisée un obstacle sur sa route pour fondre en un seul bloc toutes les classes sociales, ouvriers, paysans pauvres et petite bourgeoisie aisée et même bourgeois guadeloupéens. Elle fera tout pour anihiler et détruire les organisations se réclamant de la classe ouvrière. Y compris les grandes organisations telles le PCG, la CGT et ce qui reste du PS.

Alors, se regrouper à 17 organisations pour n'avoir pas le courage de dire ces choses claires, simples et élémentaires, c'est finalement se condamner à l'immobilisme et à la faillite.

QUELLE FORME D'UNITÉ EST NÉCESSAIRE?

Dans notre intervention, nous avons fait des propositions aux autres organisations du Comité. Propositions pour placer l'action unitaire sur un axe d'intervention plus combatif.

Nous affirmons être réellement et franchement partisans de la lutte unitaire sur le terrain de la classe ouvrière. Mais cela veut dire que nous passons entre organisations se réclamant des travailleurs un accord pour appeler les travailleurs des villes et des campagnes à la lutte.

Nous ne pouvons accepter de simples prises de position n'engageant en rien à une lutte réelle.

Nous avons fait des propositions concernant la mise sur pied de comités de base. C'est moins un problème d'organisation que de fond, à savoir : les organisations membres du Comité sont-elles d'accord pour définir un programme de lutte en direction de la classe ouvrière pour s'opposer aux effets de la domination coloniale et au racisme officiel dans la classe ouvrière?

Ces organisations sont-elles d'accord pour engager ensemble la lutte contre le chômage des jeunes et pour réclamer du travail ici et non en France?

Ces organisations sont-elles d'accord pour engager la lutte contre le fait que le pouvoir met en place une colonie raciste armée dirigée contre la population noire avec l'aide des voyous du SAC et de l'ADAG?

Nous Combat Ouvrier, nous disons à ces organisations que nous sommes prêts à étudier avec elles et avec tous les sans-parti ou inorganisés qui sont prêts à s'y rallier une forme d'accord commun, en modifiant s'il le faut la structure actuelle du Comité.

Nous pensons, en particulier, que ces luttes ne peuvent pas se mener uniquement du sommet.

Et nous en avons eu la preuve. Lorsqu'il a

ENGAGEONS NOUS DANS LA LUTTE

Nous Combat Ouvrier, nous battons farouchement pour empêcher une telle évolution. Nous crions casse-cou aux travailleurs qui suivent les grandes organisations. Ils doivent réclamer de leurs organisations qu'elles engagent la lutte contre cette évolution. Il faut engager résolument le combat sur le terrain des entreprises et des quartiers contre les effets et les manifestations de la domination coloniale et raciale d'une administration blanche raciste et méprisante vis-à-vis des travailleurs et de tout le peuple guadeloupéen.

Il y a une bataille engagée et les délais seront peut-être brefs. Si des organisations de la petite-bourgeoisie opposée à l'existence d'une classe ouvrière ayant ses propres organisations, son propre programme et son propre drapeau, ne trouvent pas en face d'elles des militants et des dirigeants conscients, décidés et combatifs, elles auront toute facilité pour arriver à leur but. C'est à dire qu'elles réussirons effectivement à démanteler les syndicats ouvriers et pousseront dans le vide les organisations se réclamant du communisme et de la classe ouvrière.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728